

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 08/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUEZ RV MEDITERRANEE

rue Antoine Becquerel
CS 17216
11100 Narbonne

Références : D-2026-0040
Code AIOT : 0006400578

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/10/2025 dans l'établissement SUEZ RV MEDITERRANEE implanté JAS DE RHODES 13170 Les Pennes-Mirabeau. L'inspection a été annoncée le 04/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 27/10/2023, l'arrêté ministériel du 07/08/2023 est venu modifier l'arrêté du 15/02/2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND). L'article 64 de l'arrêté du 15/02/2016 prévoit que la procédure de réexamen prévue à l'article R. 515-70 du Code de l'environnement doit être mise en oeuvre trois ans après la publication au Journal officiel de l'Union européenne des conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) relatives au traitement des déchets. Ces conclusions (WT - Waste Treatment) ont été publiées le 17 août 2018. En l'absence de référentiel

spécifique pour les ISDND dans la décision d'exécution 2018/1147 de la Commission européenne, la conformité à l'arrêté du 15/02/2016, modifié par l'arrêté du 07/08/2023 (publié au JO le 27/10/2023),

constitue le référentiel du réexamen. Dans ce cadre, un contrôle a été effectué afin de vérifier la conformité du site avec cette réglementation, notamment le volet risque chronique.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV MEDITERRANEE
- JAS DE RHODES 13170 Les Pennes-Mirabeau
- Code AIOT : 0006400578
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'écopôle du Jas de Rhodes, situé sur la commune des Pennes-Mirabeau (13) est un pôle multifilière autorisé depuis le 29 septembre 1998. L'exploitant du site, la société Déchets service, est devenue, SITA Sud puis SUEZ RV MEDITERRANEE depuis 2015.

Le site est autorisé à exploiter :

Une Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND), autorisée à réceptionner :

- Des déchets non dangereux ultimes
- Des déchets d'exploitation (déchets minéraux non dangereux) ;

Une installation stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante liée, constituée d'un seul casier dédié au stockage d'amiante liée à des matériaux inertes. Cette partie de l'installation n'est pas en activité ;

Une plateforme DAENDV (Déchets d'Activité Économique Non Dangereux Valorisables), pour l'activité de regroupement-transit de DAENDV ;

Un bâtiment de tri comprenant :

- Une activité de tri, transit, regroupement de déchets ménagers issus de Collecte Sélective (CS) ;
- Une activité de tri de DAEND et de déchets issus de chantier du BTP (gravats et DAEND enmélange) qui n'a pas été mise en service à date.

Une activité de traitement de lixiviats du site, avec la possibilité de réceptionner et traiter des lixiviats extérieurs ;

Une plateforme de valorisation de terres excavées et de déchets inertes issus du BTP qui n'a pas été mise en activité ;

Une plateforme de traitement et de valorisation du biogaz ;

Une tour aéro-réfrigérante pour l'évaporation des perméats du traitements des lixiviats mais qui n'est plus en service depuis le mois de mai 2022.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de

l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le dossier de réexamen a été déposé par l'exploitant, le récolement à l'arrêté ministériel encadrant les activités de stockage de déchets non dangereux a été effectué.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Conception	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Contrôles périodiques en cours d'exploitation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 V	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
8	Programme de surveillance eau	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 bis	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
11	Canalisation	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4.II	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
12	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4.III	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Indisponibilité	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19	Sans objet
2	Lagunage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19	Sans objet
4	Conception	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Sans objet
5	Contrôles périodiques en cours d'exploitation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 II	Sans objet
7	Débit des effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 24	Sans objet
9	Bilan énergétique	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 ter	Sans objet
10	Envols	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4.I	Sans objet
13	Points de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation de l'ISDND Jas de Rhôdes est réalisée dans le respect des meilleures techniques disponibles (MTD) et des prescriptions de l'AMPG ISDND applicables.

L'inspection n'a pas relevé de non conformités, mise à part des justificatifs qui sont attendus par l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Indisponibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, Indisponibilité
Prescription contrôlée : Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications/ opérations à l'origine des effluents arrivant à l'installation de traitement concernée. Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement. Les incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de collecte, traitement ou recyclage ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre. La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation adéquate.
Constats : Concernant les installations de traitement, <u>l'installation de traitement des lixiviats est gérée par un prestataire extérieur</u> . Le prestataire transmet un rapport mensuel dans lequel est intégré un registre de fonctionnement général qui ne détaille pas les indisponibilités du système de traitement, un rapport d'intervention est également transmis par le prestataire qui se rend tous les jours sur le site (transmission d'un document). Le prestataire s'engage à traiter un volume mensuel (contrat avec pénalité) mais pas une disponibilité. Actuellement, la STEP n'est pas en fonctionnement, une expertise béton a dû être réalisée du fait de la dégradation de la dalle pendant l'incendie, les containers process et la connectique ont été détruits, beaucoup de visites d'experts ont eu lieu (voir inspection concernant du 22/07/2025). La date de reprise est estimée en février 2026, le suivi de ces travaux sera réalisé par l'inspection. Il avait été envisagé de mettre en place une station d'épuration mobile afin d'assurer le traitement des lixiviats, mais le coût était équivalent aux transports externes, donc cette solution a été abandonnée. Le bassin de lixiviats a été vidé vers plusieurs STEP pour éviter tout débordement: Montélimar, Mâcon, Ariège car le niveau n'était plus acceptable, une externalisation a été réalisée pour assurer la sécurité de l'exploitation (80%). <u>En interne, le groupe Suez s'occupe de l'acheminement des lixiviats et de la récupération des perméatset des concentrats via des réseaux et deux bassins, plusieurs pompes sont concernées,</u>

dont la pompe du bassin lixiviats et son skid qui permettent de transférer les lixiviats jusqu'à la station (sans automatisme). Des visites annuelles sont réalisées, les pompes sont sorties et révisées. Une pompe de relevage de lixiviats a été sortie et changée entre le 25/04/2025 et le 5/05/2025. Les pompes de relevage des lixiviats sont suivies de manière permanente, mais il n'existe pas de registre d'indisponibilité présentant les arrêts des pompes, les causes et les modalités de remise en fonctionnement.

Pour ce qui est des biogaz : l'unité de traitement des biogaz est suivie en permanence par une filiale de Suez (qui effectue les réglages sur le réseau et assure le suivi de la torchère) ; pour les moteurs, la filiale de Suez sous-traite à un prestataire, qui informe de façon distancielle de l'indisponibilité et des causes de l'arrêt de l'équipement ce qui permet de connaître le temps de fonctionnement. Un suivi de la maintenance préventive est réalisé avec la filiale de Suez (conduite toutes les semaines) et le prestataire (plusieurs fois par semaine), la planification de la maintenance est intégrée au contrat et est présentée dans le rapport annuel. Une GTC (gestion technique centralisée), automate, assure le suivi en continu des moteurs et permet de suivre à chaque instant les paramètres suivants: pression, taux de fonctionnement et température. Les indisponibilités, notamment dues aux coupures d'électricité, ne sont pas tracées. Concernant la panoplie de filtration des gaz, les silos et la partie connectique ont été récemment changés en novembre 2025 par le prestataire (alimentation électrique, automatisme, réseaux PEHD).

L'entretien de la torchère est confié à un prestataire sous contrat et à un organisme agréé qui vient contrôler annuellement la qualité des gaz de combustion. De même que pour les infrastructures de gestion des lixiviats, l'exploitant déclare ne jamais avoir été dans une situation d'indisponibilité pouvant entraîner de pollutions. Suite à l'incendie du 8 juillet 2025, la torchère a été reconnectée deux jours après l'incendie assurant des conditions de sécurité pour traiter rapidement le biogaz produit.

Au niveau du personnel, en interne, il y a un responsable « effluents » ce qui permet de suivre toute dérive ou indisponibilité. Des techniciens du groupeSuezs'occupent des réglages de manière hebdomadaire, un tableau de suivi maintenance est établi avec le sous-traitant.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Lagunage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19

Thème(s) : Risques chroniques, Lagunage

Prescription contrôlée :

Les installations de stockage et de traitement des effluents aqueux, notamment le traitement par lagunage, sont étanches.

Constats :

Les dispositifs d'étanchéité du bassin de lixiviats et du bassin de collecte des eaux pluviales ERI (eaux de ruissellement interne) ont été mis en place en 2011; un rapport du contrôle de leur étanchéité effectué par un bureau de contrôle externe a été transmis par l'exploitant et date de

février 2011. Un avis favorable sur les travaux d'étanchéité avait été donné. Ces bassins n'ont pas été modifiés lors du renouvellement de l'autorisation d'exploitation en 2019.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Conception

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Conception

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ;
- prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Constats :

Concernant l'utilisation de façon efficace, économe et durable de la ressource en eau, l'Arrêté préfectoral de 2019 limite la quantité d'eau prélevée à 15 000 m³/an. L'arrêté préfectoral favorise le cycle interne de l'eau et permet d'utiliser les eaux pluviales pour l'arrosage des pistes et des tas de matériaux ou de déchets, la brumisation des équipements et l'entretien des espaces verts; l'eau utilisée doit être prélevée en priorité au niveau des bassins d'eaux pluviales, sous réserve du respect des volumes résiduels dans les bassins d'eau de ruissellement interne (définis à l'article 7.7.3 de l'arrêté préfectoral) pour la lutte contre l'incendie, qui est une réserve d'eau d'au minimum de 1600 m³ pour le bassin ERI Sud. L'arrêté permet également d'utiliser les perméats sur les aires de vidage, des pistes donnant accès aux apporteurs de terres et aux camions de déchets, pour éviter les envols de poussière et le lavage des engins.

Un Plan de Sobriété Hydrique a été établi en 2024 (suite à l'état de sécheresse), aujourd'hui il est en sa version 2. Il se base en premier lieu sur le diagnostic de consommation d'eau. Un relevé hebdomadaire est effectué sur quatre compteurs à l'entrée du site. Lors de l'inspection du 23/10/2025, le dernier relevé Kizeo a été vérifié, les données ont bien été reportées dans un tableau de suivi. Dans ce tableau, une alerte a été établie si une dérive est observée (par exemple le remplissage d'une cuve incendie du fait du remplissage du bassin ERI après relâchage en milieu naturel par batch).

Nous observons sur le tableau de suivi une consommation annuelle de 14421 m³ en 2024 (rapport annuel page 35), soit inférieure à la valeur réglementaire. Les consommations annuelles sont les suivantes entre 2019 et 2024 : 2019- 8183m³ , 2020 - 16432 m³, 2021 - 8699 m³, 2022 - 8681 m³, 2023 - 10114 m³, 2024 - 14241 m³. Il a donc été observé un dépassement du seuil annuel pour l'année 2020 (AP 15 000 m³). Le dépassement de consommation est lié aux aménagements paysagers. La consommation n'est pas corrélée à la production. En effet, la consommation est liée aux spécificités des ICPE déchets telles que l'aspersion qui est mise en place lors du déclenchement de plaintes odeurs.

La première action choisie par l'exploitant dans le PSH est de mettre en place des sous-compteurs pour distinguer la consommation d'eau entre le centre de tri, la partie arrosage et le réaménagement paysager permettant de mieux qualifier les usages : usage incendies, aménagement paysager, nettoyage.

Concernant les envols de déchets dans les zones alentours du site, des campagnes de ramassage de déchets sont menées sur le site tous les jours, des rondes sont effectuées aux abords du site, elles sont toutes répertoriées dans l'outil KIZEO. Les déchets ramassés sont mis sur le casier. La surface d'exploitation a également été limitée pour diminuer les nuisances liées à l'exploitation, des filets anti-envols sont prévus au niveau de cette zone, l'exploitant doit recouvrir les déchets dès leur déchargement de manière à limiter leur dispersion.

Concernant les émissions de polluants dans l'eau, l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 octobre 2019 définit un cadre de surveillance des rejets aqueux : pour les eaux pluviales, les perméats et les eaux souterraines, ce qui a pour objectif d'éviter les pollutions du milieu naturel, ce cadre définit actuellement 9 points de rejets, le point qui était relié à la TAR (point 10) n'est plus actif :

- Les eaux pluviales/ruissellement internes sont collectées par un réseau de fossés, puis dirigées vers des bassins ERI (eaux de ruissellement internes) : un bassin de 1900 m³ (**Point G**) et un bassin de 17 500 m³ (au sud du site) → ces eaux sont rejetées par pompage ou surverse dans le milieu naturel (**Point de rejet 1**)
- Les eaux qui ruissellent sur les aires imperméabilisées sont acheminées vers des séparateurs à hydrocarbures : **Points de rejets A à F**
- Les eaux de process issues du centre de tri sont dirigées vers deux cuves tampon double enveloppe enterrée (**Point H**)
- Les lixiviats sont envoyés vers un bassin de 6000 m³, ils sont traités par la station d'épuration et deviennent des perméats, qui sont stockés dans un bassin de 4000 m³ (**Point I**)

Surveillance Point 1 Bassin ERI Sud Article 4.4.2 de l'Arrêté préfectoral du 22/10/2019 Le rejet externe des eaux pluviales susceptibles d'être polluées dans le milieu récepteur (ERI) se fait par « lâché ou batch » de manière ponctuelle ; avant tout lâché, ces eaux font l'**objet de contrôle de paramètres minimaux** (température, PH, conductivité) avant tout rejet dans le milieu naturel **et d'analyses trimestrielles pour les critères minimaux répertoriés en annexe 1 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016**. En cas de dépassement sur les paramètres minimaux (température, PH, conductivité), des analyses complémentaires sont réalisées et les critères répertoriés en annexe 1

de l'arrêté du 15/02/2016 sont analysés en plus avant tout lâché. Un instrument appelé Combo HANNA est utilisé pour mesurer le pH, la conductivité et la température, c'est l'équipe d'exploitation qui se charge de ce contrôle en interne. Pour les autres paramètres, les prélèvements et analyses sont réalisés par un laboratoire.

Pour l'année 2025, les lâchés des eaux pluviales ont été réalisés en janvier 2025 pour un volume total de 2 480 m³. Les lâchés sont faits sur des périodes de deux à trois heures (via une pompe) pour éviter un engorgement de la zone naturelle en aval. Le suivi des paramètres minimaux définis par l'arrêté (4.4.2) a bien été respecté (température, pH, conductivité), les valeurs limites mentionnées dans l'arrêté ont également été respectées pour chaque lâché.

En ce qui concernant les critères minimaux répertoriés en annexe 1 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016, les mesures trimestrielles ont bien été effectuées.

Trimestre 1 - Prélèvement le 19/05/2025 en place de celui du 31/03/2025- il est à noter que le PH mesuré est de 10,1 au lieu de 8,5

Trimestre 2 - Prélèvement le 05/06/2025- pas de dépassement de VLE relevé

Trimestre 3- Prélèvement le 17/07/2025 - il est à noter des dépassements sur les VLE pour les paramètres conductivité, carbone organique total et demande biochimique en oxygène

Trimestre 4 - Prélèvement le 06/11/2025 - il est à noter que le PH mesuré est de 9,5 au lieu de 8,5

Point de rejet G pour le BASSIN ERI Nord est, impluvium bas (pas de risque de pollution hydrocarbures) donc pas de séparateur à hydrocarbures → **Article 4.4.4 de l'Arrêté préfectoral du 22/10/2019. Les eaux font l'objet d'analyses annuelles.** Les prélèvements ont bien été effectués le 26/02/2025 (T1) pour le point G, pas de dépassements de VLE.

Points de rejets A à F (voiries) → les eaux pluviales/eaux de ruissellement interne font l'objet d'analyses annuelles. **Article 4.4.4 de l'Arrêté préfectoral du 22/10/2019.** La quantité de paramètres suivie se distingue entre les débourbeurs dont les eaux de pluie ruissellent sur les aires de stockage ou de manipulation des déchets (points C à D) et ceux qui ne sont pas en contact avec les déchets (entrée site, pont bascule et bureaux administratifs, points A, B, E, F). Pour les points A,B,E,F, seuls les MEST et les Hydrocarbures Totaux sont suivis, pour les points C et D, d'autres paramètres sont suivis : DCO, DBO5, Indice Phénols, Chrome hexavalent, cyanures totaux, Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX), Arsenic, Hydrocarbures totaux, Métaux totaux.

Pour 2025, les analyses transmises par l'exploitant correspondent à des prélèvements effectués le 27/05/2025 pour le point A, le 19/05/2025 pour le point B, le 19/05/2025 pour le point C, le 19/05/2025 pour le point D, le 19/05/2025 pour le point E, le 19/05/2025 pour le point F. Pour les points A, B, C, D, E, F- Les paramètres sont complets, pas de VLE dépassée sur les paramètres

Point de rejet H, cuve centre tri (eaux de lavage sans impluvium) elles sont traitées à l'extérieur → pas de débourbeur, **les eaux font l'objet d'analyses semestrielles**, les analyses ont bien été réalisées en 2025 selon l'**Article 4.4.5 de l'arrêté 22/10/2019**

Prélèvement du 27/02/2025 - pas de dépassement de VLE relevé

Prélèvement du 10/11/2025 - pas de dépassement de VLE relevé

Point de rejet I Perméats, **Article 4.4.6 de l'Arrêté préfectoral du 22/10/2019.** Les Lixiviats traités par la STEP font l'objet d'analyses semestrielles pendant la phase d'exploitation. Le prélèvement a été réalisé le 19/05/2025 - pas de dépassement de VLE relevé. Il n'y a pas eu d'autres analyses pour

le deuxième semestre car la STEP était à l'arrêt depuis l'incendie du 8 juillet 2025.

Point de rejet J - n'est plus opérationnel, la TAR a été supprimée

Il a été constaté que les analyses concernant les rejets aqueux n'ont pas été déclarés sur GIDAF en 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Mettre à jour la déclaration des analyses sur le cadre GIDAF
Décrire les actions menées pour les dépassements des VLE constatées sur les analyses des eaux pluviales

NOTA : Dans le cadre d'une action régionale sur les rejets aqueux des ISDND, les chapitres susmentionnés de l'arrêté préfectoral du 22/10/2019 sont susceptibles d'être révisés afin de se conformer à l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Conception

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Conception

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ;
- prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Constats :

Suivi des eaux souterraines semestriel- 26/27/02/2025

Les analyses des eaux souterraines sont réalisées sur quatre piézomètres : PZ D, PZ E (deux en amont), PZ G et PZ H (deux aval) et doivent être réalisées deux fois par an, en période de basses

eaux et hautes eaux. L'exploitant a bien fourni les analyses effectuées pour le premier semestre le 27/02/2025 et pour le deuxième semestre, le 30/10/2025. Dans le rapport de surveillance du premier trimestre, les résultats sont synthétisés dans un tableau ce qui permet de comparer rapidement les résultats amont et aval. Les paramètres qui sont suivis avec attention par l'exploitant sont le pH, la conductivité, le calcium et le chlorure.

Gestion des odeurs

Afin de limiter les odeurs autour du site, l'exploitant a mis en place un dispositif de surveillance des odeurs autour du site, via l'établissement d'un registre de plaintes et de mesures de concentrations d'odeurs par un bureau d'études. Les plaintes odeur ont baissé entre 2021 et 2025. Une VLE odeur a été définie dans l'arrêté préfectoral (**Article 3.5 Arrêté 22/10/2019**). Les concentrations d'odeurs imputables aux activités du site ne doivent pas dépasser la limite de 5 uoe/m³ plus de 175 heures par an, soit une fréquence de dépassement de 2 %.

En 2025, l'exploitant a bien fait intervenir un bureau d'études en août et septembre en 2025, le bureau d'études intervient sans prévenir l'exploitant les jours où les conditions météorologiques sont favorables. Un olfactomètre de terrain est utilisé. Ce sont 518 observations olfactives qui ont été effectuées, pour 90 % des observations, aucune odeur n'a été perçue, 26 observations sont associées aux odeurs assimilées au site, 54 % sont considérées comme étant faibles, 19 % très faibles et 27 % moyennes, aucune perception de forte intensité. Les résultats indiquent que sur les 26 observations, 23 n'ont pas été mesurables car elles sont trop brèves pour pouvoir être mesurées à l'aide de l'olfactomètre de terrain, une seule est mesurée inférieure à 5 uoe/m³, les concentrations d'odeurs dans l'environnement respectent donc les objectifs de qualité de milieu (< 5 ouE/m³). Les odeurs provenant du site ont été perçues majoritairement par les conditions météorologiques suivantes : vents faibles; 100 % des mesures <4 m/s, vents majoritaires de secteur Sud et Ouest.

Nuisances acoustiques

Un suivi acoustique est réalisé annuellement. En 2025, les mesures de bruit ont bien été réalisées conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 22/10/2019 (**Article 6.2.4**), elles ont été réalisées pendant le premier trimestre T1 2025 du 26 au 28/03/2025, sur 11 points de mesure autour du site, les émergences diurnes et nocturnes inférieures aux émergences admissibles.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Contrôles périodiques en cours d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 II

Thème(s) : Risques chroniques, Programme contrôle biogaz

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des installations de valorisation et de destruction du biogaz et des organes associés. Ce programme spécifie, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle. Le programme prévoit en particulier le contrôle de l'étanchéité des équipements, des capteurs et des outils de mesure ainsi que l'étalonnage des capteurs et des outils de mesure. Le délai entre deux vérifications d'un même dispositif est précisé dans l'arrêté préfectoral.

Constats :

Dans le rapport annuel, l'exploitant décrit la maintenance effectuée, elle est réalisée de manière hebdomadaire : contrôle visuel et analyse des données de fonctionnement sur : surpresseur biogaz, préparation biogaz, filtration, analyseur biogaz, électricité, cogénération, moteurs, torchère.

Des contrôles complémentaires peuvent être réalisés sur ces équipements à des périodicités mensuelles, semestrielles et/ou annuelles. Les dates de réalisation de ces opérations sont consignées dans le plan de maintenance et dans le fichier de conduite moteur. Le délai entre deux vérifications d'un même dispositif n'est pas précisé dans l'arrêté préfectoral, hormis pour la surveillance des émissions atmosphériques.

Pour la maintenance préventive, les périodicités de maintenance sont différentes en fonction des équipements. Elles sont définies conformément aux exigences du constructeur/fournisseurs :

- Sur la partie moteur, les intervalles de maintenance sont de 2 000 heures pour les petites maintenances (3 maintenances pour le moteur 1 en 2024, 4 maintenances sur le moteur 2 en 2024), et de 10 000 heures pour les grosses maintenances.

Concernant les torchères, les maintenances préventives sont réalisées chaque semestre. Un rapport de maintenance est rédigé à l'issue de chaque intervention. Les rapports concernant les contrôles de 2025 ont été transmis et vérifiés par l'inspection (deux maintenances ont été réalisées sur la torchère en 2025, elles sont datées du 16/07/2025 et 03/04/2025). Pour la maintenance de la torchère en fonctionnement, sont réalisées les étapes suivantes : graissage des parties tournantes du surpresseur, contrôle de l'afficheur et de l'armoire de commande, fonctionnement des vannes d'induction en air et en servomoteur, fonctionnement de l'électrovanne de sécurité et du niveau d'huile pour les ATEX. Une liste d'opérations de la maintenance de la torchère est défini lorsque la torchère est à l'arrêt. Une analyse de conformité est réalisée pour chaque étape. Les relevés suivants sont effectués : biogaz (CH_4 , CO_2 , O_2), process (température de flamme, débit, dépression), compteur horaire de la machine. **Les critères ne sont cependant pas distingués en fonction de la situation d'exploitation (normale, accidentelle ou incidentelle).**

L'exploitant a fourni une procédure qui a pour objectif de définir les modalités de gestion de la maintenance préventive **des principaux équipements constituant la plateforme de valorisation énergétique du biogaz**, elle date de 2020. Elle définit pour chaque équipement la fréquence de contrôle, les opérations à effectuer et les liens des modes opératoires, par qui est réalisé le contrôle (sous-traitance ou services internes). La procédure évoque notamment l'étalonnage des capteurs et outils de mesure.

Pour la maintenance des moteurs, l'exploitant a fourni trois rapports de son prestataire pour l'année 2025 et fin 2024 (24/06/2025, 20/03/2025 et 02/12/2024). Les rapports présentent une grille de tâches à réaliser (filtres à air, inspections, armoires électriques, ensemble papillon commande gaz, allumage, jeu de soupapes, liquide de refroidissement, alternateurs à roulements, échangeur de fumées) et mentionnent les tâches qui sont réalisées par rapport à la grille. Les

pièces utilisées sont aussi mentionnées.

De plus, l'exploitant détient un outil de pilotage de la maintenance à distance, « remote » qui lui permet de suivre les principaux paramètres des équipements (temps de fonctionnement, temps d'arrêt programmés ou non programmés, puissance électrique, etc.).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Contrôles périodiques en cours d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 V

Thème(s) : Risques chroniques, Programme contrôle biogaz

Prescription contrôlée :

V. - L'exploitant établit un programme de détection et de réparation des fuites pour réduire les émissions fugitives de gaz. L'exploitant peut recourir à une méthode par reniflage, une méthode de détection des gaz par imagerie optique ou à tout autre méthode de détection.

Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté, accompagnés des informations sur les fuites détectées ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Constats :

L'exploitant analyse la présence d'émanations gazeuses sur les zones réaménagées, provisoires, en limite d'exploitation ainsi que le long du réseau biogaz. À partir de mesures permettant de détecter le méthane, qui sont réalisées à pied au plus près des zones, l'exploitant établit une cartographie des émanations gazeuses. La technologie utilisée est l'infrarouge et permet de détecter les émanations gazeuses jusqu'à une portée de 30 m de distance. Les mesures de terrain sont réparties en cinq niveaux de concentration ($\text{CH}_4 < 50 \text{ ppm}$, $50 \text{ ppm} < \text{CH}_4 < 200 \text{ ppm}$, $200 \text{ ppm} < \text{CH}_4 < 1\,000 \text{ ppm}$, $1\,000 \text{ ppm} < \text{CH}_4 < 3\,000 \text{ ppm}$, $3\,000 \text{ ppm} < \text{CH}_4 < 5\,000 \text{ ppm}$, $5\,000 \text{ ppm} < \text{CH}_4 < 10\,000 \text{ ppm}$). Les points de mesure sont affichés sur une cartographie du site.

En fonction des résultats de mesures, un plan d'actions est établi afin d'amenuiser les émanations.

Les derniers rapports transmis par l'exploitant datent du 17 décembre 2024 et du 18 décembre 2025, les mesures ont été réalisées le 29 novembre 2024 et le 28 novembre 2025. Dans le dernier rapport, 3 zones/7 zones présentent des mesures allant jusqu'à 10 000 ppm. Aucune prescription n'est mentionnée par le bureau d'études dans le rapport.

L'exploitant établit un plan d'action pour chaque zone mesurée, le plan transmis pour 2025 s'appelle « Pennes PLAN ACTION CEG du 2025 - V2 au 02 07 25 », l'exploitant évoque au cours de l'inspection que les actions qui sont entreprises sont des réparations au niveau des raccords au réseau ou petites réparations ou ajout de matériaux.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre le plan d'actions à jour pour 2025, prenant en compte les dernières mesures de 2025 et présentant l'avancement et la réalisation des actions correctives de 2024 et 2025.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Débit des effluents gazeux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 24
Thème(s) : Risques chroniques, Débit des effluents gazeux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sauf disposition particulière précisée dans l'arrêté préfectoral d'autorisation, le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ; les concentrations en polluants sont exprimées en gramme(s) ou milligramme(s) par mètre cube rapporté aux mêmes conditions normalisées.</p> <p>Pour les installations de séchage, les mesures se font sur gaz humides.</p> <p>L'arrêté d'autorisation précise la teneur en oxygène des gaz résiduels à laquelle sont rapportées les valeurs limites sauf dans les cas où l'oxygène est proscrit ou présente un taux négligeable.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le débit du biogaz entrant dans la torchère et dans les deux moteurs est bien exprimé en Nm³/h dans l'arrêté préfectoral du 22/10/2019, rapporté aux conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals). Les corrections en oxygène sont mentionnées dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 26/05/2023 et sont de 15 % pour les moteurs et de 11% pour les torchères.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Programme de surveillance eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 bis
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement et consommation eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit un programme de surveillance des prélèvements et de la consommation d'eau de l'installation.</p> <p>Les résultats de ce programme de surveillance sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté, accompagnés de commentaires sur les évolutions constatées informations sur les changements importants de la consommation d'eau.</p>
Constats :

L'exploitant a bien présenté un bilan des consommations d'eau dans son rapport annuel pour l'année 2024 qui est de 14421 m ³ . Il n'y a cependant pas de commentaires sur les consommations d'eau pour l'année.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est demandé à l'exploitant de commenter la consommation d'eau dès le prochain rapport annuel.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Bilan énergétique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 ter
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation et production énergie
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un bilan énergétique annuel de sa consommation et de sa production d'énergie. Il comprend : i) des informations sur la consommation d'énergie, exprimée en énergie fournie ; ii) des informations sur l'énergie produite dans l'installation, et en particulier sur la quantité de biogaz valorisée ; iii) des informations sur l'énergie valorisée hors de l'installation. Le bilan énergétique annuel est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et présenté dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Le bilan énergétique annuel réalisé au titre de l'année 2023 comprend également une étude technico-économique et environnementale sur l'opportunité de valoriser le biogaz capté dans les casiers de l'installation, à l'exclusion du cas où elle est exclusivement équipée de casiers dédiés aux déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante, de casiers dont la période de post exploitation s'est achevée ou de casiers ne produisant pas de biogaz.
Constats : Dans son rapport annuel, la consommation électrique est bien mentionnée, ainsi que sa production. L'écopôle consomme 2,9 GWh d'électricité contre 12,3 GWh d'électricité produite et vendue. Les informations concernant le biogaz sont bien mentionnées, 6 947 724 Nm3 de biogaz à 50 % de CH4 ont été collectés en 2024, ce qui permet d'atteindre un résultat de 92,8 % du biogaz valorisé. L'opportunité de valoriser le biogaz capté a été basée sur la projection de production du biogaz présentée dans le DDAE de 2014.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Envols

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4.I
Thème(s) : Risques chroniques, Envols

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin ;
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées ;
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés. Sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, les rejets sont conformes aux dispositions du présent arrêté.

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés...) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent...) que de l'exploitation sont mises en œuvre. Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

Constats :

Les pistes définitives à l'intérieur du site sont en enrobé ce qui évite la dispersion de poussières. Seules les pistes situées au niveau du casier d'exploitation sont temporaires et en terre battue ce qui peut générer des poussières. En période sèche, l'été, une citerne se trouve près de la zone d'exploitation pour faciliter l'arrosage.

Des mesures de poussières ont été réalisées deux fois en 2024 comme stipulé par l'arrêté préfectoral. Deux rapports ont été transmis par l'exploitant pour les mois d'avril et d'octobre 2024. Les mesures ont été effectuées sur cinq points de mesure entre le 16 avril et le 16 mai 2024 (30 jours) et entre le 17 octobre et le 13 novembre 2024 (28 jours). L'exploitant veillera à ce que la période de trente jours de mesures soit respectée (article 3.4 de l'arrêté).

La valeur réglementaire mentionnée dans l'AP n°2017-67 A du 22/10/19 est de 350 mg/m²/j. Des dépassements ont été constatés sur les points 3 et 4 avec des valeurs 385 et 433 mg/m²/j en avril

2024. Au regard de la position du point 3, l'hypothèse émise par le bureau d'études sont que ces retombées proviennent de la carrière SAMIN proche de celui-ci est très probable. Au point 4 qui a été le point le plus exposé aux vents du site (30 % du temps), les retombées de poussières sont de 433 mg/m²/j et dépassent la valeur réglementaire. L'impact du site est donc visible en ce point. Cependant, le bureau exprime une réserve car les dépôts mesurés cette année ont été certainement influencés par les épisodes intenses de poussières subsahariens qui ont lieu sur la même période. Il conviendra de comparer ces valeurs avec l'année 2025.

Les zones qui ne sont plus en exploitation ont été réaménagées et enherbées. De la végétation se trouve sur des merlons paysagers des deux côtés des riverains et font office de barrière pour les poussières.

Il n'existe cependant pas de système de nettoyage des camions qui sortent du site, cela n'est pas nécessaire selon l'exploitant.

L'exploitant déclare qu'il n'y a pas de stockage de produits pulvérulents sur le site et que les réactifs sont prêts à l'emploi. Afin d'éviter des envolées de poussières après déchargements des camions, les déchets doivent être compactés et recouverts de matériaux inertes. D'autres part, l'exploitant limite sa zone d'exploitation à 5 000m² pour limiter les envols et des campagnes de ramassage en routine.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Canalisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4.II

Thème(s) : Risques chroniques, Canalisation

Prescription contrôlée :

Les canalisations de transport de fluides insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches, curables et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité en cas de risque de pollution.

Les différentes canalisations sont repérées, conformément aux règles en vigueur lorsqu'elles existent.

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer les eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Constats :

Le site dispose d'un plan permettant de localiser les réseaux d'eau potable, les eaux usées, les réseaux de lixiviats, les fossés canalisant les eaux de ruissellement. Les réseaux eau potable, assainissement (mention EU 160) sont stables et visibles sur un plan plus ancien daté du 25 juin 2018 : alors que le plan des réseaux biogaz et lixiviats sont modifiés selon le plan de phasage de l'exploitation.

La torchère n'apparaît pas sur le plan, ni les canalisations des lixiviats entre la STEP et le bassin de perméats, la partie du réseau des concentrats qui a brûlé lors de l'incendie sur 300 m a été réalisée en novembre 2025 et devra apparaître sur le plan.

Le plan doit être corrigé, l'exploitation a annoncé que la finalisation du plan serait faite en février 2026. Ce plan est donc à transmettre.

Un Plan topo daté d'octobre 2025 a été transmis et mentionne les installations de nouveaux coffrets et points à relever en zone d'exploitation.

Les canalisations des lixiviats et des concentrats qui redescendent au droit du casier sont en double peau, des intersections de contrôle (forme de T) sont présents et ouverts avec une soudure sur le PEHD permettant le contrôle des canalisations. En cas de défaillances observées sur le pompage des effluents, tout retournerait au bassin grâce au système de double peau, aucune fuite n'a été observée à ce jour. L'exploitant indique que l'avantage du double peau est qu'il est gravitaire donc tous les rejets rejoignent le bassin en contrebas. Une observation est faite de manière hebdomadaire sur le réseau de lixiviats par le technicien régleur qui s'occupe également de la canalisation biogaz et de sa vérification.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le plan doit être corrigé et doit faire apparaître les canalisations de lixiviats entre la STEP et le bassin de perméats, ainsi que la torchère.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 12 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4.III

Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux

Prescription contrôlée :

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;

<ul style="list-style-type: none"> -les secteurs collectés et les réseaux associés ; -les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ; -les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature. <p>Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales non polluées et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.</p> <p>A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le plan des réseaux par courriel (Plans topo du 25 juin 2018 et du 1^{er} octobre 2025) par courriel. Lors de la séance, les plans ont été consultés.</p> <p>Les informations suivantes sont bien mentionnées : origine et la distribution de l'eau d'alimentation, bouches à clé, avaloirs, regards, réseau eau pluviale, réseau d'assainissement, bassins eaux pluviales, bassins de lixiviats et réserves incendie. L'exploitant a déclaré l'absence des dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...), n'en ayant pas l'utilité.</p> <p>Comme évoqué au point antérieur, il est apparu que, du fait des travaux en cours, les réseaux de lixiviats et biogaz ont subi des modifications, ces derniers ont été mis à jour et transmis par l'exploitant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le plan des réseaux doit être actualisé (voir point de contrôle précédent)</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 13 : Points de rejet

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Points de rejet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible.</p> <p>Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.</p> <p>Notamment, les rejets à l'atmosphère sont dans toute la mesure du possible collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des</p>

conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.

Un système (vanne, manchon gonflable ou tout autre système d'obturation) permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Les dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Constats :

Le site dispose uniquement des points de rejets suivants :

- Point de rejets aqueux en contrebas du bassin ERI : tuyau raccord pompier utilisé pour le lâché d'eaux pluviales provenant du bassin ERI.
- Cheminée des deux moteurs d'une hauteur de 9 mètres
- Conduit de la torchère 8,63 m

Type de suites proposées : Sans suite